
Les relations gréco-allemandes en temps de crise

George Tzogopoulos

Novembre 2015

Comité d'études des relations franco-allemandes

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre du
« Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le
Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des
relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch Stiftung

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication
du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de
stratégie du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat
de l'Auswärtiges Amt.



Directeur de collection : Barbara Kunz, Hans Stark

ISBN: 978-2-36567-486-7

© Ifri – 2015 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

George Tzogopoulos est chercheur à la Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP) et au Centre International de Formation Européenne (CIFE). Il est également lecteur invité à l'Institut Européen de Nice. Il est aussi le fondateur du site chinaandgreece.com et éditorialiste au *Global Times* (Chine). Il est l'auteur des livres *US Foreign Policy in the European Media : Framing the Rise and Fall of Neoconservatism* (IB TAURIS) et *The Greek Crisis in the Media* (Ashgate).

Résumé

Cet essai a pour objet les relations gréco-allemandes contemporaines. Il met spécialement l'accent sur la période des gouvernements grecs de coalition entre Syriza et les Grecs Indépendants en 2015. Il souligne plus particulièrement la dimension politique des négociations conduites par Athènes et Berlin au niveau de l'Union européenne. Il propose une exploration des erreurs et des opportunités qui ont marqué leurs relations bilatérales. Le point de départ de l'essai est constitué d'une brève analyse de la tactique du bouc émissaire, utilisée par la classe politique grecque et la classe politique allemande dès l'éclatement de la crise grecque en octobre 2009 et jusqu'aux élections législatives de 2012, qui ont nourri un climat négatif dans les médias et le discours public. Il poursuit par l'analyse de la période de rapprochement qui a suivi en juin 2012 la formation d'un gouvernement d'union entre la Nouvelle Démocratie, le Pasok et la Gauche démocratique. Il explique ensuite les raisons pour lesquelles le déficit de crédibilité de la Grèce a été relativement restauré.

Après avoir présenté la rhétorique anti-allemande du parti Syriza avant les élections, le présent essai fait état des discussions dramatiques qui ont conduit à l'accord européen du 12 juillet 2015 (« l'Agreement »), le gouvernement grec ayant échoué à changer l'approche allemande et européenne face à la crise et revenant à la réalité d'une manière anormale. Cette partie accorde une attention particulière au rôle des ministres des Finances Varoufakis et Schäuble, et à l'impact du référendum grec sur la relation personnelle entre le Premier ministre Tsipras et la chancelière Merkel. L'essai mentionne les obstacles susceptibles de provoquer à nouveau des frictions bilatérales, notamment en ce qui concerne le caractère soutenable de la dette grecque. Pour finir, il met à l'ordre du jour des relations gréco-allemandes le défi considérable que pose la question des migrants, tout en montrant qu'il s'agit là d'une opportunité intéressante pour Athènes et Berlin comme matière à coopération constructive, et comme chance pour dépasser les malentendus précédents.

Executive Summary

This essay focuses on Greek-German relations with emphasis on the period of the Syriza-Independent Greeks governments in 2015. In particular, it attempts to outline the political dimension of negotiations between Athens and Berlin at the EU level and explore mistakes and opportunities in the bilateral relationship. The essay starts with a brief analysis of the scapegoating tactics employed by Greek and German politicians from the outbreak of the Greek crisis in October 2009 until the Greek twin elections of 2012 which fueled a negative climate in the media and public discourse. It also deals with the period of rapprochement following the formation of the New Democracy – PA.SO.K and Democratic Left government in June 2012 and explains the reasons the credibility deficit was then relatively restored.

Having already presented the anti-German pre-election rhetoric of the SY.RI.ZA party, the essay then covers the dramatic discussions leading to the Agreement of 12 July 2015 during which the new Greek government failed to change the German and European approaches of the crisis and landed into reality in an anomalous way. In this part, it pays attention to the role of Finance Ministers Varoufakis and Schäuble, the impact of the Greek referendum on the personal relationship between Premier Tsipras and Chancellor Merkel and potential obstacles that might cause new bilateral disagreements in the future, especially regarding the sustainability of the Greek debt. Finally, the essay brings the significant challenge of migration to the agenda of Greek-German relations and considers this issue a good opportunity for Athens and Berlin to co-operate in a constructive way in the coming years and overcome previous misunderstandings.

Sommaire

INTRODUCTION	5
RELATIONS HOULEUSES, DE 2009 À 2012.....	6
LA PÉRIODE SYRIZA.....	11
VERS UN ACCORD AVEC LA GRÈCE	15
SE TOURNER VERS L'AVENIR	19
UNE NOUVELLE CHANCE ?	22
NOTES DU CERFA	24
Dernières publications du Cerfa.....	24
LE CERFA	25

Introduction

Depuis son éclatement en octobre 2009, la crise a eu un impact considérable sur la politique et l'économie de la Grèce. Les partis politiques traditionnels au pouvoir depuis des décennies – le centre droit Nouvelle Démocratie et le centre gauche Pasok principalement – payent les conséquences de leur mauvaise gestion, tandis que d'autres comme le parti d'extrême gauche Syriza, se sont mis à dominer le nouveau paysage politique. La Grèce, qui a perdu environ 25 % de son PIB au cours des six années qui viennent de s'écouler, reste enfermée dans un cercle vicieux de récession, d'austérité, de chômage et de dépression. Les conséquences de la crise ne sont pas seulement d'ordre politique et économique, mais affectent les relations de la Grèce avec les autres pays membres au sein de l'Union européenne. L'exemple le plus flagrant est celui des relations gréco-allemandes.

Lorsque la chancelière allemande Angela Merkel fait le déplacement à Athènes en juillet 2007 et rencontre le Premier ministre Costas Karamanlis, personne ne peut imaginer alors ce qui se passerait au cours des années suivantes. Les deux gouvernants mettent en avant « d'excellentes relations politiques bilatérales », et leur volonté de coopérer davantage¹. Les principales questions à l'ordre du jour sont l'avenir de l'Union, la question chypriote, le rôle de l'Union dans les Balkans et le changement climatique. En 2007, Merkel fait même l'éloge de la performance économique de la Grèce, dont le taux supposé de croissance est alors d'environ 4 %. Le seul sujet à l'impact négatif sur les relations gréco-allemandes avant le déclenchement de la crise concerne la livraison problématique d'un ensemble de sous-marins commandés par Athènes à Berlin en 2000². Après de dures négociations et plusieurs interventions d'ordre technique, la Grèce les reçoit progressivement à partir de 2010.

1. « Lösung für den Kosovo finden », 20 juillet 2007, disponible sur : <www.bundeskanzlerin.de> et « Costas Karamanlis-Angela Merkel: Excellent Status of Bilateral Relations », 21 juillet 2007, disponible sur : <www.hri.org> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

2. Höhler Gerd, « Der Panzer rollt, der Euro nicht », *Tagesspiegel*, 5 janvier 2009, disponible sur : <www.tagesspiegel.de> et Antoniou Dora, « This is How the Gordian Knot on Papanikolis was Solved », *Kathimerini*, 26 décembre 2010, disponible sur : <www.kathimerini.gr> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

Relations houleuses, de 2009 à 2012

Les élections nationales du 4 octobre 2009 en Grèce marquent le début d'une période très difficile dans les relations gréco-allemandes. Le Premier ministre George Papandreou et son parti politique, le Pasok, l'emportent facilement en promettant aux citoyens une période de prospérité. Toutefois, après avoir pris la mesure de l'état dramatique où se trouve l'économie nationale, ils se tournent vers leurs partenaires européens pour demander de l'aide. Même si le gouvernement grec a écarté cette possibilité au cours des derniers mois de l'année 2009, il n'y a pas d'autre option possible, début 2010, que de demander un soutien financier. Dans ce contexte, le rôle de l'Allemagne – celui de première puissance économique en Europe – s'avère déterminant pour éviter la faillite de la Grèce et la sortie de la zone euro.

Pour la classe politique grecque, l'Allemagne joue utilement le rôle de victime expiatoire, alors qu'il faut expliquer pourquoi les promesses électorales ne sont pas tenues et que l'économie nationale se trouve dans une situation catastrophique³. L'expérience acquise en politique dans la désignation de boucs émissaires permet d'utiliser une technique de persuasion semblable au sujet de la crise grecque. D'une manière simpliste mais directe, le personnel politique grec rejette la faute sur l'Allemagne pour expliquer les problèmes du pays. La critique contient en l'occurrence deux aspects étroitement liés. Le premier concerne le retard supposé de Berlin à agir de manière préventive pour soutenir la Grèce, début 2010. Le second vise la prétendue intransigeance de l'Allemagne devant un plan de croissance destiné à aider le pays à échapper à la récession⁴. Dans ce cadre général, la personnification des enjeux prend une importance considérable, et la chancelière Angela Merkel et le ministre des Finances Wolfgang Schäuble en sortent lourdement stigmatisés.

Du côté de la classe politique allemande, les références offensantes à la Grèce rendent également plus faciles certains buts

3. George Tzogopoulos, « Time Running out for Greece : Blaming Germany instead of implementing Reforms », *Südosteuropa Mitteilungen*, septembre 2012.

4. George Tzogopoulos, « Das griechisch-deutsche Missverständnis Auswirkungen der Krise auf das Deutschland-Bild in Griechenland », *DGAP Analyse*, septembre 2012, disponible sur : <<https://dgap.org/de>> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

visés par la communication politique. Il est certainement commode pour Berlin d'attribuer à un seul État la crise menaçant l'existence de la zone euro. L'insistance à désigner une victime expiatoire permet à la chancelière de repousser des décisions politiques radicales comme l'introduction des Eurobonds ou la constitution d'un système de sauvegarde bancaire au niveau européen, qui supposent une intégration plus poussée et le transfert de nouveaux pouvoirs nationaux à l'Union⁵. Certaines personnalités politiques allemandes tentent de gagner en popularité en se prononçant contre l'aide financière à la Grèce et en appelant même le pays à vendre ses îles. Plusieurs journaux allemands amplifient ce type d'argumentation⁶.

Le malentendu se développe dans les relations gréco-allemandes sur la base de ces prémisses, et se diffuse largement dans l'opinion publique des deux pays. Selon un sondage VPRC de février 2012, 32,4 % des Grecs associent l'Allemagne à Hitler, au nazisme et au III^e Reich, et 77 % sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle le pays mènerait « une politique de IV^e Reich⁷ ». Selon une étude de *Harris Interactive* d'août 2012 conduite en Allemagne, 54 % des personnes interrogées pensent que la Grèce ne doit pas rester dans la monnaie unique, 26 % sont totalement d'accord ou plutôt d'accord avec l'idée que les membres de la zone euro ne doivent pas faire davantage pour aider la Grèce, et 74 % doutent que le pays puisse un jour rembourser ses dettes⁸.

Pendant que le gouvernement Pasok s'efforce de mettre en place le plan de sauvetage, à partir de mai 2010, les attentes de Berlin sur la capacité de le faire selon des standards allemands plongent les relations bilatérales dans un état de perplexité. Même si elle a souvent eu raison dans ses estimations, l'Allemagne a une confiance limitée dans la compétence et la capacité de Papandreou à lutter contre l'évasion fiscale et la corruption, et ne fait pas mystère de ses doutes. Suite à la démission du Premier ministre grec, la formation d'un gouvernement d'union entre le Pasok, la Nouvelle Démocratie et l'Alerte populaire orthodoxe (L.A.O.S) en novembre 2011 est perçue positivement. Toutefois, l'instabilité politique qui domine en Grèce après la conclusion de l'accord sur la participation du secteur privé, au printemps 2012, n'est en rien propice à un rapprochement des deux pays. Le chef du principal parti d'opposition Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, est pressé d'arriver au pouvoir en promettant la renégociation du mémorandum, pendant que celui du parti d'extrême gauche Syriza, Alexis Tsipras,

5. *Ibid.*

6. Pour une discussion détaillée, voir George Tzogopoulos, *The Greek Crisis in the Media: Stereotyping in the International Press*, Farnham, Ashgate, 2013.

7. George Tzogopoulos, « Assessing the Image of Germany in the Greek Media Visual Analysis of Greek Media Reports on the Role of Germany in the Greek Crisis », *ELIAMEP Crisis Observatory Research Paper*, n° 15, août 2015, disponible sur : <<http://crisisobs.gr>> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

8. *Ibid.*

se fait fort devant les citoyens grecs de faire accepter par Merkel et Schäuble sa cause radicale.

La détérioration des relations gréco-allemandes, à partir du déclenchement de la crise jusqu'aux élections de mai et juin 2012, trouve un point d'arrêt après la formation de la nouvelle coalition gouvernementale entre la Nouvelle Démocratie, le Pasok et la Gauche Démocratique. Une fois passées les élections, le Premier ministre Antonis Samaras abandonne avec détermination les promesses pré-électorales et la rhétorique antimémorandum déployée de mai 2010 à novembre 2011. Cette attitude nouvelle est appréciée par l'Allemagne, qui se montre de son côté disposée à prendre de nouvelles initiatives pour briser la glace. Le début de ce rapprochement est marqué par la visite officielle de Samaras à Berlin le 24 août 2012, avec à la clé une rencontre avec Angela Merkel⁹.

En Grèce comme en Allemagne, les médias répondent positivement à l'amélioration des relations bilatérales¹⁰. L'interview accordée par Samaras au tabloïd allemand *Bild*¹¹, deux jours avant sa visite, vaut à cet égard comme révélateur. En outre, le Premier ministre décide de rencontrer personnellement les directeurs du journal, notamment Kai Diekmann, Nikolaus Blome et Paul Ronzheimer, pendant qu'il se trouve dans la capitale allemande¹². Il donne une interview au *Süddeutsche Zeitung* pour compléter sa stratégie de communication politique¹³. De leur côté, les médias grecs se font l'écho d'un changement dans l'approche de Berlin à l'égard d'Athènes, tout particulièrement devant la réaction émotionnelle de Merkel, dont « le cœur saigne¹⁴ ». Le journal *Ta Nea*, par exemple, publie deux dessins de la chancelière¹⁵ : sur l'un d'entre eux, elle revêt le costume grec traditionnel et brandit un drapeau grec ; sur l'autre, elle pleure sur le sort des Grecs. L'éditorial qui

9. Déclaration de presse de la chancelière Merkel et du Premier ministre de Grèce Antonis Samaras, 24 août 2012, disponible sur : <www.bundesregierung.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

10. George Tzogopoulos, « Schwarz-Weiß-Malerei – Stereotypen und ihre Hinterfragung im griechisch-deutschen Mediendialog », 25 juin 2014, disponible sur : <www.bpb.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

11. Paul Ronzheimer, « Die Drachme wäre eine Katastrophe für uns », *Bild*, 22 août 2012, disponible sur : <www.bild.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

12. Paul Ronzheimer et Daniel Biskup, « Sie wollte ich treffen, sagte Samaras zu Bild », *Bild*, 25 août 2012, disponible sur : <www.bild.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

13. Alexander Hagelüken et Christiane Schlötzer, « Die Deutschen bekommen ihr Geld zurück », *Süddeutsche Zeitung*, 22 août 2012, disponible sur : <www.sueddeutsche.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

14. « Angela Merkel's Heart bleeds for Suffering Greeks », *Daily Telegraph*, 17 septembre 2012, disponible sur : <www.telegraph.co.uk> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

15. Couvertures de *Ta Nea* du 10 septembre et du 18 septembre 2012.

accompagne ce dessin a pour titre : « Faites comme la chancelière¹⁶. »

L'engagement du gouvernement grec à tenir ses engagements en matière fiscale et à coopérer avec la Troïka conduit Merkel à entreprendre une visite officielle à Athènes le 8 octobre 2012¹⁷. Etant rassurée sur la sincérité des intentions de l'autre partie, l'Allemagne cherche alors à confirmer symboliquement l'amélioration des relations bilatérales au plus haut niveau. Environ un mois plus tard, le ministre des Finances Wolfgang Schäuble se met à faire l'éloge du gouvernement grec dans sa capacité à obtenir des résultats. Dans un discours au Bundestag, il structure pour la première fois le débat sur la Grèce autour des avancées du pays, et non de ses échecs ou de ses émissions, avant de se prononcer en faveur du plan de rachat de bonds du Trésor¹⁸. La coopération de qualité entre Wolfgang Schäuble et son homologue grec, Yannis Stournaras, contribue également à une meilleure compréhension réciproque.

Les relations politiques gréco-allemandes se déroulent sans accroc entre novembre 2012 et début 2015. De nouvelles dispositions pour encourager une collaboration relativement harmonieuse sont mises en place. Ainsi, on crée une Assemblée gréco-allemande destinée à promouvoir la coopération locale, un Fonds gréco-allemand pour l'Avenir – doté d'un budget d'un million d'euros – pour financer les programmes de réconciliation bilatéraux et l'étude des faits historiques. Des projets communs dans le domaine de l'éducation constituent d'autres exemples – pour une valeur de 10 millions d'euros par an – ou encore les discussions en vue de l'établissement d'un Office gréco-allemand de la jeunesse. L'Ambassade allemande en Grèce organise régulièrement des événements et des expositions dans plusieurs villes grecques. Dernier point, mais non le moindre, les fondations allemandes affiliées à des partis politiques comme la Fondation Konrad Adenauer et la Fondation Friedrich Ebert rouvrent leurs bureaux en Grèce et contribuent à l'organisation de débats d'intérêt bilatéral, mais aussi de programmes d'échange entre journalistes, étudiants et fondateurs de startups.

À la suite de la visite d'Angela Merkel à Athènes le 8 octobre 2012, la phase de rapprochement est marquée par trois visites significatives de personnalités politiques allemandes. La première est celle de Wolfgang Schäuble le 17 juillet 2013, la seconde du président allemand Joachim Gauck le 7 mars 2014, la troisième de la

16. « Do it Like the Chancellor », *Ta Nea*, 18 septembre 2012, disponible sur : <www.tanea.gr> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

17. « Deutschland möchte guter Partner sein », *Bundesregierung.de*, 9 octobre 2012, disponible sur : <www.bundesregierung.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

18. George Tzogopoulos, « Mediating a Greek Success Story? », *The London School of Economics and Political Science*, 21 mai 2013, disponible sur : <<http://blogs.lse.ac.uk>> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

chancelière, à nouveau, le 11 avril 2014. Le retour partiel de la Grèce sur les marchés le 9 avril 2014¹⁹, ainsi qu'un début timide de croissance au cours de la même année, confirment le droit de Berlin à insister sur la mise en œuvre du programme de consolidation fiscale. La victoire de Syriza aux élections européennes du 25 mai 2014 interrompt la performance satisfaisante du gouvernement grec. La quasi-certitude que le parti gauchiste – à la rhétorique fortement anti-allemande et anti plan de sauvetage – parviendrait au pouvoir à plus ou moins brève échéance conduit les négociations d'Athènes avec la Troïka dans une impasse, et les relations gréco-allemandes à l'attentisme. Pendant ce temps, Alexis Tsipras recueille une popularité croissante en déployant un nouveau slogan : « Rentrez chez vous, Madame Merkel et Monsieur Schäuble²⁰. »

19. « Greece Returns to Debt Markets with Five-year Bond », *BBC*, 9 avril 2014, disponible sur : <www.bbc.com> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

20. Alexis Tsipras prononça cette phrase dans un discours sur l'île de Mytilène le 2 mai 2014.

La période Syriza

La victoire de Syriza aux élections anticipées du 25 janvier 2015 et sa coopération avec le parti de droite des Grecs Indépendants marque la fin de l'amélioration relative des relations gréco-allemandes. Le nouveau Premier ministre Alexis Tsipras, soutenu par le leader des Grecs Indépendants Pano Kammenos, a promis la fin de l'austérité et l'annulation du mémorandum. L'offensive doit passer par l'Allemagne. Les critiques pré-électorales visant Merkel et Schäuble annoncent la « bataille » que les leaders grecs sont disposés à mener contre Berlin, directement et au niveau européen, afin d'obtenir de meilleures conditions de l'accord de sauvetage.

Tsipras et Kammenos sont influencés, sinon guidés, par l'approche du ministre des finances Yanis Varoufakis. Ce dernier est convaincu que la perspective du « Grexit » peut fonctionner comme une arme efficace dans la stratégie de négociation du gouvernement grec ; selon lui, les partenaires de la Grèce n'autoriseront jamais le pays à quitter la zone euro et seront dès lors disposés à faire des concessions. Dès les premiers jours, le gouvernement grec est confronté à un sérieux dilemme. Il doit soit consentir aux termes du plan de sauvetage et demander une extension du programme en vigueur, qui court jusqu'à la fin du mois de février, soit choisir l'isolement et perdre l'accès aux liquidités²¹.

Les premières semaines de février sont dramatiques. Le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis tente de convaincre ses partenaires européens, dont le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble et son homologue français Michel Sapin, que les mécanismes de sauvetage précédents n'ont pas fonctionné, et préconise en conséquence une révision de la politique économique européenne vis-à-vis de la Grèce, avec à la clé un assouplissement des conditions de l'accord de sauvetage. Pourtant, ceci n'est suivi d'aucun résultat. Schäuble rappelle à Varoufakis, lors d'une rencontre qui a lieu à Berlin le 5 février, qu'il faut respecter ses engagements²². Dans l'ensemble, l'Allemagne n'est pas disposée à souscrire à des modifications du plan de financement, qui a été voté par tous les parlements de la zone euro, et exige sa réalisation comme un

21. George Tzogopoulos, « Greece facing Hard Choice over Debt Issue », *Xinhua*, 6 février 2015, disponible sur : <<http://news.xinhuanet.com>> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

22. « Varoufakis-Schäuble meeting draws sharp reaction », *Deutsche Welle*, 6 février 2015, disponible sur : <www.dw.de> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

prérequis nécessaire à toute discussion éventuelle sur un nouveau prêt.

Lors de sa réunion du 16 février 2015, l'Eurogroupe lance un ultimatum au gouvernement grec, exigeant une extension du plan de sauvetage en cours²³. Deux jours après, Yanis Varoufakis fait parvenir une lettre « demandant l'extension de l'accord du Fonds d'assistance financière pour une période de six mois²⁴ ». La réaction de l'Allemagne est négative. Analysant l'argumentation de Varoufakis, le porte-parole de Schäuble, Martin Jäger, caractérise le 19 février la proposition comme étant « non substantielle²⁵ ». Au cours des heures dramatiques qui suivent jusqu'à la réunion de l'Eurogroupe le lendemain, le gouvernement grec promet de respecter les obligations contractées par le pays et propose de soumettre ses propres idées de réforme à l'évaluation de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds Monétaire International (FMI). Un accord est trouvé sur cette base stipulant l'extension du programme pour quatre mois – au lieu de six²⁶.

Au cours de la période qui suit la décision de l'Eurogroupe du 20 février, les avancées restent plutôt timides. Le gouvernement grec rencontre des difficultés de politique intérieure, dans la mesure où nombre de ses membres et de ses électeurs s'attendent à une ligne directrice très anti-allemande et anti plan de sauvetage. Tsipras semble prisonnier d'un labyrinthe d'obligations internationales et de promesses faites au Grecs. En voyant que les choses n'avancent pas et que le pays va bientôt se trouver à court de liquidités, il met dramatiquement l'accent sur le dilemme à venir, d'avoir à choisir entre le versement des salaires et des retraites d'un côté, le respect des obligations internationales de la Grèce de l'autre²⁷. Il demande par conséquent aux créanciers du pays de faire preuve de compréhension, afin que la capacité de la Grèce à payer soit sauvegardée. Cinq jours après, le 20 mars, les présidents du Conseil européen, de la Commission européenne et de l'Eurogroupe réaffirment leur adhésion à l'accord de l'Eurogroupe du 20 février à la

23. « Greece handed Ultimatum as Eurozone Bailout talks Collapse », *EUBusiness*, 17 février 2015, disponible sur : <www.eubusiness.com> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

24. « TEXT-Greek request Letter for Bailout Extension », *Reuters*, 19 février 2015, disponible sur : <<http://in.reuters.com>> [consulté le 1^{er} octobre 2015].

25. « Greece Faces Decisive Round of Finance Negotiations », *Deutsche Welle*, 20 février 2015, disponible sur : <www.dw.de> [consulté le 2 octobre 2015].

26. Déclaration de l'Eurogroupe sur la Grèce, 20 février 2015, disponible sur : <www.consilium.europa.eu> [consulté le 3 octobre 2015].

27. Peter Spiegel, « Tsipras Letter to Merkel: the Annotated Text », 22 mars 2015, disponible sur : <http://blogs.ft.com> [consulté le 3 octobre 2015, sur abonnement].

suite d'un entretien entre le Premier ministre Tsipras, la chancelière Merkel et le président Hollande à Bruxelles²⁸.

Le Premier ministre s'efforce de donner une dimension politique aux négociations avec les créanciers de la Grèce. En adoptant cette stratégie, et toujours sous une forte influence exercée par Varoufakis, il continue de croire qu'il arrivera à convaincre les créanciers de souscrire à sa cause. Toutefois, il ne parvient pas à se soustraire à la règle de supervision par la Troïka. La chancelière Angela Merkel pointe cet aspect critique lors d'une conférence de presse, à l'issue d'une conversation avec le Premier ministre grec à Berlin le 23 mars²⁹. Tout bien pesé, le gouvernement grec peut être « propriétaire des réformes », en accord avec la déclaration du 20 mars évoquée ci-dessus, mais leur efficacité et leur impact fiscal doivent rester soumis à une évaluation de ses créanciers.

Alors que le temps presse et qu'Athènes ne parvient pas à trouver un accord avec la Troïka, les positions populistes gagnent à nouveau du terrain en Grèce et en Allemagne. Plusieurs personnalités politiques grecques demandent publiquement à Berlin de payer des réparations pour l'Occupation et l'emprunt forcé pendant la Seconde Guerre mondiale. Le ministre des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, réitère cette demande à Berlin, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier³⁰. Le ministre de la Justice, Nikos Paraskevopoulos, va jusqu'à menacer de saisir en compensation des biens détenus par l'Allemagne. Ceux-ci incluraient les biens immobiliers du *Goethe-Institut*, de l'École allemande d'Athènes et de Thessalonique, ainsi que de l'École allemande d'archéologie à Athènes³¹. Toutefois, le Premier ministre Tsipras décide de suivre le chemin du réalisme et de dépassionner la question des réparations liées à la Seconde Guerre mondiale, déclarant que la dimension de l'affaire est principalement morale³².

En ce qui concerne la communication, la principale différence affectant les relations gréco-allemandes entre la période qui précède et celle qui suit les élections du 25 janvier 2015 est la décision de Wolfgang Schäuble de mettre le scénario du « Grexit » à l'ordre du

28. Déclaration des présidents du Conseil européen, de la Commission et de l'Eurogroupe sur la Grèce, 20 mars 2015, disponible sur : <<http://europa.eu>> [consulté le 3 octobre 2015].

29. Conférence de presse de la chancelière Merkel et du Premier ministre Tsipras, *Bundesregierung.de*, 23 mars 2015, disponible sur : <www.bundesregierung.de> [consulté le 3 octobre 2015].

30. « Kotzias rebuffed in Berlin over WWII Reparations », *Ekathimerin.com*, 10 février 2015, disponible sur : <www.ekathimerini.com> [consulté le 10 octobre 2015].

31. « Greece threatens to Seize German Property as Compensation », *BBC*, 11 mars 2015, disponible sur : <www.bbc.com> [consulté le 10 octobre 2015].

32. Conférence de presse de la chancelière Merkel et du Premier ministre Tsipras, 23 mars 2015.

jour de l'agenda public européen³³. En l'occurrence, il discute ouvertement de cette possibilité en mars 2015, alors qu'il s'est abstenu auparavant de le faire dans les interviews et les conférences de presse. La nouvelle communication politique de Schäuble, suivi sur ce point par d'autres hommes politiques européens comme le Commissaire Pierre Moscovici, constitue une nouvelle forme de pression sur le gouvernement grec. Le caractère problématique de la relation personnelle entre Schäuble et Varoufakis constitue un handicap supplémentaire dans une relation bilatérale déjà souffrante. Pendant plusieurs semaines, les deux ministres des Finances s'engagent dans une voie curieuse, qui consiste à déconstruire presque quotidiennement la position de l'autre, dans des apparitions médiatiques séparées.

33. « Schäuble hält Grexit-Unfall für denkbar », *ARD Tagesschau*, 13 mars 2015, disponible sur : <www.tagesschau.de> [consulté le 13 mars 2015] et « Griechenland nicht zu jedem Preis im Euro halten », *Die Welt*, 18 mars 2015, disponible sur : <www.welt.de> [consulté le 18 mars 2015].

Vers un accord avec la Grèce

Les semaines qui précèdent le sommet européen critique du 12 juillet 2015 sont douloureuses pour les relations gréco-allemandes. Les sondages réalisés en Grèce et en Allemagne reflètent à nouveau une attitude bilatérale négative. Une étude de Public Issue, un institut de sondage grec, révèle que 78 % des personnes interrogées en Grèce ont une opinion négative de l'Allemagne, et que 80 % considèrent que les intérêts des deux pays divergent³⁴. Dans une autre perspective, le « baromètre politique » allemand publié par la chaîne publique ZDF montre que 70 % des personnes interrogées en Allemagne ne veulent pas de concessions supplémentaires pour la Grèce, et que 51 % sont même favorables à sa sortie de la zone euro³⁵.

La stratégie initiale du gouvernement grec passe par la création d'une alliance entre plusieurs pays européens – principalement du sud – contre l'Allemagne. Cette ligne directrice, toutefois, ne produit aucun effet positif. La réunion de l'Eurogroupe à Riga le 24 avril, puis le sommet européen de Riga des 21 et 22 mai, confirment l'isolement de la Grèce en Europe, dans la mesure où même ses alliés traditionnels que sont la France, l'Italie et Chypre ne peuvent afficher un soutien au pays, tant que l'orientation économique de cette dernière reste floue. Par contraste, l'Allemagne parvient à marginaliser la Grèce, lorsque des États-membres comme les pays Baltes ou la Finlande en viennent à exprimer publiquement leur désaccord et leur agacement. De ce point de vue, Berlin remporte le jeu de la communication, sa position apparaissant plus modérée que celle d'autres pays membres. Le gouvernement allemand a su dès le début que la volonté de Tsipras et de Varoufakis de tenter des négociations en l'absence de marge de manœuvre financière ne pouvait aboutir. Il s'attendait par conséquent à ce que le gouvernement grec revînt à la réalité, que ce soit d'une manière normale ou anormale.

Le 1^{er} juin, la chancelière Merkel réunit à Berlin le président de la Banque Centrale Européenne Mario Draghi, la Directrice du Fonds Monétaire International Christine Lagarde, le président français

34. Sondage public sur l'image de l'Allemagne, 22 février 2015, disponible sur : <www.publicissue.gr> [consulté le 5 octobre 2015].

35. « Mehrheit: Keine weiteren Zugeständnisse an Griechenland », *ZDF Politikbarometer*, 12 juin 2015, disponible sur : <www.heute.de> [consulté le 5 octobre 2015].

François Hollande et le président de la Commission Jean-Claude Juncker pour établir – entre autres sujets – une position commune sur la Grèce³⁶. L'Allemagne se montre disposée à accepter des objectifs réduits concernant les futurs excédents grecs, ayant pris bonne note de l'entrée en récession du pays depuis la fin 2014. Juncker prend ensuite l'initiative de présenter à Athènes des propositions adaptées et de trouver une solution de moyen terme, Merkel et Tsipras échangeant régulièrement par téléphone. Du 22 au 26 juin, des négociations difficiles se tiennent à Bruxelles. Les partenaires de la Grèce – dont l'Allemagne – trouvent que les propositions de Tsipras ne sont pas adéquates. Le ministre des Finances Schäuble a mis fin à l'optimisme initial en soulignant que le déblocage de la situation n'a pas eu lieu³⁷.

Au milieu des spéculations et de l'incertitude, Athènes pense que Schäuble, dans son rôle d'homme politique allemand le plus influent, est en train de préparer le « Grexit » et de construire un bloc européen conservateur contre la Grèce. Ceci étant, Tsipras adopte une stratégie de communication efficace dans ses discours au Parlement grec, associant les députés qui refuseraient le troisième plan de sauvetage à ce prétendu objectif du ministre des Finances allemand. La déclaration de principe de Schäuble en faveur d'une « période de cinq ans hors de la zone euro³⁸ », publiée dans l'édition du dimanche du *Frankfurter Allgemeine*, porte un coup supplémentaire aux relations bilatérales. Un effet comparable découle de la suggestion qu'il fait à la Grèce de transférer 50 milliards d'euros à une fondation indépendante qui serait basée à l'étranger et pourrait le cas échéant vendre ses avoirs pour réduire la dette de la nation³⁹. On ne sait toutefois pas si Schäuble veut vraiment que la Grèce sorte de l'euro, ou bien seulement renforcer la position de son pays dans les négociations.

Du point de vue allemand, la décision de Tsipras d'organiser soudainement un référendum, dans la nuit du 26 juin, détériore au reste la crédibilité de la Grèce. Pour nombre de capitales européennes – y compris Berlin –, le Premier ministre grec a pris une décision unilatérale, sans en avoir informé préalablement les chefs d'État européens, qui se sont pourtant efforcés le jour même de trouver à Bruxelles une solution mutuellement acceptable. La décision inattendue de Tsipras a également un impact sur sa relation personnelle avec Merkel, au moins pendant quelques jours. Le ton adopté par la chancelière allemande au début du sommet de la zone

36. « Chancen der Digitalisierung nutzen », *Bundesregierung.de*, 2 juin 2015, disponible sur : <www.bundesregierung.de> [consulté le 5 octobre 2015].

37. « Schäuble sieht keine neuen substanziellen Vorschläge aus Athen », *Die Zeit*, 22 juin 2015, disponible sur : <www.zeit.de> [consulté le 18 octobre 2015].

38. « Schäuble bringt Grexit auf Zeit ins Gespräch », *Frankfurter Allgemeine [édition du dimanche]*, 11 juillet 2015, disponible sur : <www.faz.net> [consulté le 18 octobre 2015].

39. « Is Germany preparing for a Grexit? », *Deutsche Welle*, 11 juillet 2015, disponible sur : <www.dw.com> [consulté le 18 octobre 2015].

euro du 12 juillet, une semaine après le référendum, est à cet égard révélateur. Celle-ci déclare qu'une solution ne sera pas trouvée « à n'importe quel prix⁴⁰ ». Même si le président du Conseil européen Donald Tusk et le président français Hollande jouent un rôle significatif lors du sommet, celui-ci se déroule quasiment sous la forme d'une négociation personnelle entre Merkel et Tsipras, la première ayant naturellement l'avantage. Il faut alors plusieurs réunions spéciales en marge du sommet, avant que Tusk ne tweete finalement la bonne nouvelle au petit matin. Par ailleurs, la démission de Varoufakis quelques jours auparavant et son remplacement par Euclid Tsakatolos ont joué à l'évidence un rôle positif.

Les approches différentes d'Angela Merkel et de Wolfgang Schäuble sur la crise grecque font débat. Ce dernier est censé accorder beaucoup plus d'attention aux chiffres et aux règles dans la zone euro que la chancelière. Dans une interview qu'il donne au *Spiegel*, Schäuble évoque même la possibilité de sa démission⁴¹. Or, malgré les différences réelles, les deux personnalités politiques coopèrent étroitement sur la question. Une fois conclu l'accord avec la Grèce, la première remercie publiquement le second au cours du débat au *Bundestag* sur le vote de l'accord⁴². La contribution apportée par le ministre des Finances allemand concerne non seulement l'établissement d'une base pour la conclusion de cet accord difficile, mais aussi l'exercice d'une influence politique pour calmer le mécontentement des membres des partis chrétiens-démocrates de la CDU et de la CSU. Ce n'est donc pas un hasard si Schäuble est plus populaire que Merkel dans les sondages allemands de juin et de juillet 2015⁴³.

La différence entre les approches de Merkel et de Schäuble ne signifie pas que la chancelière est quant à elle disposée à faire des concessions au gouvernement grec. Mais dans la mesure où elle aura le dernier mot, la chancelière peut faire preuve d'une plus grande souplesse par rapport à son ministre des Finances. Aussi peut-elle répéter au cours de la crise grecque, que « s'il y a de la bonne volonté, il y a un chemin ». Merkel met en œuvre avec succès une diplomatie multidimensionnelle, structurée non seulement autour de considérations de politique intérieure, mais aussi de différents paramètres internationaux. Elle a conscience qu'un éventuel « Grexit » causerait de sérieux désagréments dans les relations germano-américaines, alors que le président des États-Unis Barack

40. Éric Maurice, « Moment of Truth for Merkel on Greece », *Euboserver.com*, 12 juillet 2015, disponible sur : <<https://euobserver.com>> [consulté le 18 octobre 2015].

41. « Griechenlandkrise: Schäuble spielt mit Rücktritt », *Der Spiegel*, 18 juillet 2015, disponible sur : <www.spiegel.de> [consulté le 15 octobre 2015].

42. « Bundestag stimmt für Griechenland-Hilfspaket », *Bundestag.de*, 17 juillet 2015, disponible sur : <www.bundestag.de> [consulté le 18 octobre 2015].

43. *ZDF Politikbarometer*, 24 juillet 2015, disponible sur : <<https://presseportal.zdf.de>> [consulté le 15 octobre 2015].

Obama et son ministre des Finances Jack Lew sont particulièrement attentifs au maintien de la Grèce dans la zone euro.

Plus important encore, Merkel ne veut pas que la crise grecque mette en péril son effort personnel de médiation dans la crise en Ukraine. Cet effort a permis la conclusion des accords Minsk II, signés en février 2015 par la chancelière, Hollande, le président russe Vladimir Poutine et le président ukrainien Petro Poroshenko. Un éventuel « Grexit » fournirait théoriquement à la Russie l'occasion de renforcer ses positions en Europe du Sud-Est, en exploitant la rupture ainsi créée avec la zone euro et en nouant des liens politiques et économiques plus étroits avec la Grèce. Les chances seraient également plus fortes qu'Athènes mette son veto au niveau européen pour empêcher toute nouvelle sanction européenne à l'encontre de Moscou. La chancelière allemande ne souhaite certainement pas compromettre son héritage politique en provoquant des évolutions ultérieures imprévisibles. En sus de la tournure proprement humanitaire que prendrait un « Grexit », la Grèce – membre de l'UE et de l'OTAN – doit prendre sur elle pour rester fidèle à ses obligations en matière de sécurité.

Se tourner vers l'avenir

À la suite de l'accord du 12 juillet 2015, il n'est plus question – du moins provisoirement – du « Grexit » dans les discussions formelles et informelles de l'UE. Environ un mois plus tard, le 14 août 2015, le Parlement grec approuve le nouveau mémorandum à une majorité de 222 votes sur 300⁴⁴. En dépit de la majorité confortable obtenue, le résultat provoque l'éclatement du parti Syriza, 44 de ses membres élus n'approuvant pas le virage à 180 degrés de Tsipras. Cinq jours plus tard, le Parlement allemand vote le programme de sauvetage : 454 députés sont pour, 133 contre et 18 s'abstiennent⁴⁵. On notera que parmi les votes contre, 63 sont issus des rangs de la majorité avec l'étiquette CDU ou CSU. Cette position reflète leur scepticisme quant à l'opportunité d'accorder à la Grèce de nouveaux crédits, mais peut difficilement être comparée à celle des « rebelles » de Syriza. L'attitude négative de ces derniers ne se serait pas forcément manifestée, si la majorité avait été serrée lors du vote du 19 août au Parlement allemand.

Le discours du ministre des Finances Schäuble devant le Bundestag, le 19 août, exprime sa volonté personnelle d'accorder un soutien à la Grèce et de donner au pays une nouvelle chance⁴⁶. Tirant parti des leçons apprises au cours de la période allant de 2010 à 2015, il reste tout à fait conscient que le nouveau programme de sauvetage ne constitue en aucun cas une garantie de succès. C'est sur ce point que le gouvernement grec doit rester attentif, non seulement pour gagner la confiance de l'Allemagne, mais aussi pour rallier celle des autres partenaires européens. Une coopération fluide avec la Troïka constituera de ce point de vue un bon départ. Le suivi méthodique de la mise en œuvre des réformes, attendu par Berlin, peut aider Athènes à voler de ses propres ailes.

Parallèlement à la question de la coopération de la Grèce avec la Troïka, une autre question épineuse est susceptible de créer des difficultés dans les relations gréco-allemandes à l'avenir : il s'agit du caractère soutenable de la dette publique, et des mesures qui doivent être prises en la matière. Du point de vue grec, Tsipras

44. « Greece Crisis: MPs back € 85bn Bailout in Marathon Debate », *BBC*, 14 août 2015, disponible sur : <www.bbc.co.uk> [consulté le 10 octobre 2015].

45. « Griechenland: Bundestag beschließt drittes Hilfspaket », *Der Spiegel*, 19 août, disponible sur : <www.spiegel.de> [consulté le 20 octobre 2015].

46. « Chance auf Neuanfang für Athen », *ARD Tagesschau*, 19 août 2015, disponible sur : <www.tagesschau.de> [consulté le 10 octobre 2015].

affirme avec fierté qu'il a mis la question à l'ordre du jour⁴⁷. Le sommet européen du 12 juillet n'écarte pas en effet cette éventualité, en stipulant ceci :

« En accord avec l'esprit de la déclaration de l'Eurogroupe de novembre 2012, l'Eurogroupe est disposé à envisager si nécessaire d'éventuelles mesures additionnelles (tel que l'allongement possible des périodes de grâce et de paiement), destinées à garantir que les besoins financiers du pays restent à un niveau soutenable. De telles mesures restent conditionnelles, dans le cadre de la mise en œuvre complète de mesures qui devraient être approuvées dans le cadre éventuel d'un nouveau programme d'aide, et ne seront envisagées qu'après l'achèvement positif d'un premier train de réformes⁴⁸. »

Le FMI, dont la participation est jugée souhaitable par l'Allemagne dans le troisième programme d'aide, a peu de chances de continuer à financer la Grèce si la dette de cette dernière n'est pas considérée comme soutenable. Le Fonds exerce par conséquent une pression pour que l'Union européenne prenne des mesures plus radicales en effaçant une partie de la dette. L'Allemagne rejette ce scénario en se référant à la clause de « *no bailout* » (« clause de non-sauvetage ») du Traité de Lisbonne. Il semble que la seule possibilité qui reste soit celle d'une restructuration modérée de la dette ou de son reprofilage. Dans ce cadre, l'Allemagne pourrait se trouver dans un étrange dilemme afin de maintenir le FMI dans le plan de sauvetage. Ironie de l'histoire, la position du Fonds et celle d'Athènes devraient être assez comparables lorsqu'il sera question du caractère soutenable de la dette grecque.

En dehors de la complexité naturelle des négociations sur la dette publique, Athènes et Berlin s'efforcent d'ouvrir un nouveau chapitre de leurs relations politiques. La classe politique grecque s'abstient de stigmatiser ouvertement l'Allemagne, par contraste avec ce qu'elle faisait encore durant les premiers mois de l'année. De leur côté, leurs homologues allemands suivent une stratégie de communication semblable. La décision de Tsipras de démissionner et d'organiser une élection anticipée le 20 août – qu'il a remportée facilement – n'a pas suscité d'inquiétude particulière à Berlin. Malgré le risque d'une nouvelle instabilité politique, mise en évidence par les instituts de sondage grecs, Merkel a préféré afficher sa confiance dans la décision du Premier ministre grec. Alors qu'elle se trouvait au

47. Il n'est pas certain que l'on doive attribuer à la diplomatie de Syriza la mention de mesures destinées à garantir le caractère soutenable de la dette grecque dans l'accord du Sommet européen du 12 juillet 2015. L'incapacité des gouvernements grecs, que ce soit de la coalition entre Syriza – Grecs Indépendants (de janvier à juillet 2015) ou celle de la Nouvelle Démocratie – Pasok (de mai 2014 à janvier 2015) à atteindre les objectifs fixés aux finances publiques grecques ont conduit les créanciers de la Grèce à envisager sérieusement un tel scénario. Selon le Mécanisme Européen de Stabilité, aucun prêt ne doit être accordé si le caractère soutenable de la dette du pays qui le demande n'est pas garanti.

48. Accord du Sommet européen, Bruxelles, 12 juillet 2015.

Brésil, elle déclara à son homologue brésilienne, Dilma Rousseff, que « la démission de Tsipras était un élément de la solution et non de la crise⁴⁹ ». La victoire de Syriza aux élections législatives du 20 septembre 2015 a donné raison à cette pensée de Merkel. Tsipras a réussi à se faire réélire en ayant désormais un agenda pour le plan de sauvetage, et en étant débarrassé des partisans de la drachme dans son parti et au Parlement grec. En outre, selon les normes de la culture politique grecque, un gouvernement de gauche peut compter sur des réactions plus mesurées venant de la société et des syndicats qu'un gouvernement de droite, ainsi que sur un nombre de grèves moins élevé.

La nouvelle coopération entre Syriza et les Grecs Indépendants a certes mis un coup d'arrêt au vœu pieux des Européens de voir se former une grande coalition gouvernementale, mais a bien peu de chances de déclencher à moyen terme une crise politique sérieuse, ou susceptible de mettre en péril l'orientation européenne de la Grèce. Même si un problème d'instabilité devait apparaître, les députés de la Nouvelle Démocratie, du Pasok, de To Potami et de l'Union des centristes seraient capables de prendre sur eux, individuellement ou collectivement – ceci en fonction de la position officielle de leur parti. Tsipras pourrait alors procéder à la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, plus large, et remodeler son gouvernement. Bonne nouvelle pour la Grèce, le nouveau Parlement est constitué dans une large majorité de députés favorables à l'UE et à l'euro. À l'exception de 18 députés issus du parti d'extrême droite Aube Dorée et de 15 députés communistes, les 267 autres ont soit voté en faveur du plan de sauvetage, soit le soutiennent activement.

49. Marcus Bensasson, « Tsipras Calls Early Greek Elections to Strengthen Grip on Power », *Bloomberg*, 20 août 2015, disponible sur : <www.bloomberg.com> [consulté le 19 octobre 2015].

Une nouvelle chance ?

Au cours de l'été 2015, l'agenda des relations politiques gréco-allemandes avait été sous l'emprise quasi exclusive de la crise économique. Toutefois, au lendemain de l'accord avec la Grèce, une autre question est venue occuper le devant de la scène. Il s'agit de la vague de réfugiés qui arrive sur le Vieux Continent via la Grèce et l'Italie. À la mi-août, les Nations Unies signalèrent qu'environ 20 000 migrants et demandeurs d'asile arrivaient chaque semaine en Grèce, et que 160 000 avaient abordé ses côtes depuis janvier⁵⁰. Dans ce contexte, l'importance de la crise grecque est diminuée, même si les responsables allemands et européens continuent de contrôler de près la coopération du gouvernement de Syriza et des Grecs Indépendants avec la Troïka. Du point de vue d'Angela Merkel, l'arrivée de migrants et de demandeurs d'asile en situation irrégulière dans l'UE devrait justifier des mesures encore plus drastiques que celles prises lors de la crise grecque et pour la stabilité de la zone euro⁵¹.

Le problème des réfugiés – un problème humanitaire dramatique – a donné un nouvel élan à une coopération constructive entre la Grèce et l'Allemagne. D'un côté, Athènes a besoin d'un soutien plus affirmé de ses partenaires européens ; de l'autre, Berlin attend du gouvernement grec qu'il accueille un plus grand nombre de réfugiés sur son sol, qu'il gère efficacement ce que l'on appelle les « hotspots » et coopère mieux avec la Turquie aux frontières. Dans le but d'assister le gouvernement grec, le ministère des Affaires étrangères allemand a augmenté sa contribution au Commissariat des Nations Unies et à la Croix Rouge à hauteur de 2,4 millions d'euros. Selon le ministre Frank-Walter Steinmeier, cette décision reflète la volonté de l'Allemagne d'apporter une contribution concrète et pas seulement de formuler des attentes ou des exigences⁵².

Lors du Sommet européen sur les réfugiés et la route occidentale des Balkans, le 25 octobre 2015, les participants ont

50. George Tzogopoulos, « Desperate Refugees pose Bigger Challenge to EU than Debt Crisis », *Global Times*, 19 août 2015, disponible sur : <www.globaltimes.cn> [consulté le 19 octobre 2015].

51. « Merkel: Asylkrise größeres Problem als Griechenland », *Diepresse.com*, 17 août 2015, disponible sur : <<http://diepresse.com>> [consulté le 20 octobre 2015].

52. Site web de la représentation de l'Allemagne en Grèce, « Humanitäre Hilfe für Flüchtlinge in Griechenland », 4 septembre 2015, disponible sur : www.griechenland.diplo.de [consulté le 18 octobre 2015].

salué le soutien apporté par la Grèce aux réfugiés. Ils ont particulièrement souligné « son intention d'augmenter sa capacité d'accueil à 30 000 hébergements d'urgence d'ici la fin de l'année ». En outre, ils se sont engagés à « soutenir la Grèce et le Commissariat des Nations Unies dans leur effort pour fournir des programmes de familles d'accueil et de subventions locatives pour au moins 20 000 hébergements de plus⁵³ ». Le jour suivant, le porte-parole du service de presse du gouvernement allemand, Steffen Seibert, déclara que la détermination d'Athènes était « un bon pas intermédiaire⁵⁴ ».

La coopération gréco-allemande au sujet de la crise des réfugiés pose la question du cours que vont prendre les relations bilatérales. Étant donné que le Pacte de Stabilité et de Croissance prévoit d'assouplir la discipline fiscale dans des « circonstances exceptionnelles », il ne serait pas surprenant de voir la Commission européenne considérer que la crise actuelle des réfugiés relève de ce cas de figure. L'accent mis par Berlin sur le défi migratoire et l'intérêt soutenu de l'opinion publique allemande sur la question⁵⁵, en même temps que le besoin d'une coopération harmonieuse avec Athènes, pourraient constituer une issue intéressante. La Grèce et l'Allemagne disposent là d'une occasion pour surmonter les difficultés des années précédentes, modifier leur agenda commun et mettre en place une collaboration qui leur soit mutuellement bénéfique. Cela ne signifie pas qu'Athènes sera dispensée de respecter les conditions du plan de sauvetage. En revanche, la situation pourrait permettre à Athènes de trouver à Berlin une oreille plus compréhensive au cours de cette moderne Odyssée.

53. Déclaration des chefs de file après la réunion sur les flux de réfugiés le long de la Route occidentale des Balkans, 25 octobre 2015, disponible sur : <<http://ec.europa.eu>> [consulté le 26 octobre 2015].

54. « Greek Determination on the Hot Spots is Important », *Deutsche Welle*, 26 octobre 2015, disponible sur : <www.dw.com> [consulté le 26 octobre 2015].

55. Un *ZDF Politikbarometer* de septembre 2015 montre que 63 % des personnes interrogées en Allemagne considèrent que la crise des réfugiés menace la cohésion de l'Union européenne. En outre, et par contraste avec ses performances habituelles, l'action de la chancelière n'est considérée comme bonne que par 50 % des sondés. Voir « Flüchtlingskrise kratzt am Image der Kanzlerin », *ZDF Politikbarometer*, 25 septembre 2015, disponible sur : <www.heute.de> [consulté le 20 octobre 2015].

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Nele Wissmann, « L' "Alternative pour l'Allemagne" : Le parti s'établira-t-il sur la droite de l'échiquier politique allemand ? », Note du Cerfa n°125, septembre 2015.

Garbiel Felbermayr, « Le débat du TTIP en Allemagne », Note du Cerfa n°124, juin 2015.

Franca Diechtl, Severin Fischer, « Sous de nouveaux auspices : processus de transition et modèles de coopération au sein des relations énergétiques franco-allemandes », Vision franco-allemande, n°26, juin 2015.

Annegret Bendiek, « La "Review 2014" : les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde », Note du Cerfa, n°123, juin 2015.

Frank Umbach, « La transition énergétique allemande à la croisée des chemins : pressions mondiales ou îlot énergétique vert », Note du Cerfa, n°122, mai 2015.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991 et il est responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ». Lea Metke est chargée de projets au sein du Cerfa.
